



MODELE POUR LA GESTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE D'APRES UN CADRE CONCEPTUEL SYSTÉMIQUE

Le cas du développement de l'Horticulture dans la ville de Pérez, Santa Fe - Argentina

Juana Mónica Aguirre- Carlos Alfredo da Silva- Irene Virginia Guerrero- María del Luján Rodríguez- Olga Mónica Saavedra

Ce travail essaye de décrire succinctement un programme de développement intégral pour une ville de la province de Santa Fe, d'échelle micro¹ et qui appartient au Secteur Métropolitain de la ville de Rosario (AMRO). Le territoire qui fait l'objet de cette planification est la Ville de Pérez où, a posteriori d'une étude d'observation des conditions du système local, on a pu identifier un potentiel significatif dans l'horticulture. Cette activité est enracinée dans la ville depuis sa naissance même comme "village – gare" et ses avantages par rapport à tout autre type d'activité viennent de la connaissance implicite non codifiée ou *know how* qui a été transmise historiquement et par tradition orale au sein des familles d'horticulteurs du lieu. Paradoxalement, ce potentiel dans la production de fleurs a été aussi sous-estimé par les personnes en question. Dans le passé, parce que la subsistance économique et le progrès ont été identifiés à l'activité ferroviaire ; aujourd'hui, parce que la hiérarchisation qui a été faite du marché et de la fin de l'État-Providence, ont d'abord produit le démembrement puis la disparition du chemin de fer. Quelques signes visibles des conséquences de ces mesures de politique économique nationale sont les hauts niveaux de chômage, le grand nombre de bénéficiaires de Plans d'assistance sociale nommés "Chefs de Foyer", le fort pourcentage d'endettement dans le paiement de la taxe municipale, le découragement social, l'apathie participative et le mauvais fonctionnement institutionnel dans la relation entre pouvoir politique et société civile. Face aux impératifs qu'impose l'actualité des espaces périphériques globalisés dans les crises, les manques et les faiblesses, c'est-à-dire les effets de l'action globalisatrice des espaces centraux, le besoin de reconversion se présente parfois comme la seule sortie pour la survie de quelques territoires.

¹ On considère qu'en Argentine, la seule ville macro est la Ville Autonome de Buenos Aires. Le reste correspond à une catégorie moyenne – c'est le cas de Rosario, de Córdoba, de Mendoza, pour ne citer que les cas les plus paradigmatiques - ou à une catégorie micro. Pour identifier cette catégorie, et conformément à ce qui est établi dans l'ordre juridique-institutionnel dans la Province de Santa Fe, "est considéré comme commune tout centre urbain dont la population soit supérieure à dix mille habitants" (Art. 106 Constitution de la Province de Santa Fe et Art. 1 Loi de la Province No 2756) Donc nous parlerons de "villes micro" non seulement en considérant cet aspect mais aussi nous utiliserons d'autres indicateurs comme la capacité productive, la capacité d'emploi, la rétention ou expulsion de la population stable, le poids relatif dans l'économie de la province, la densité du cadre institutionnel, la structure de la Mairie, la fonctionnalité des relations sociales à la dynamique démocratique, la participation dans les décisions du gouvernement, la perméabilité au dialogue concerté avec des villes voisines, entre autres. C'est-à-dire, "micro" non seulement quant aux résultats visibles mais l'utilisation ou la sous - utilisation de capacités et potentialités endogènes.

Celle-ci est la base de notre proposition pour la Ville de Pérez bien que nous ne visons pas le “*quoi faire*” nous essayons d'avancer dans l'étude de “*comment le faire*”.

D'après cette sorte de but méthodologique, ce travail commencera par exposer un cadre conceptuel qui permettra d'exprimer et de fonder la base philosophique qui encourage cette équipe de travail. Ensuite on caractérisera la Ville de Pérez - territoire où on a planifié l'application de ce projet – et on justifiera les raisons pour lesquelles on part de deux prémisses : 1) le besoin d'assumer une reconversion productive et 2) l'identification d'un sous-système horticulteur (SSH) comme axe articulatoire initial d'un développement du système institutionnel territorial local (SIT)

Dans le paragraphe suivant, on énoncera quelques propositions d'organisation/réorganisation de l'horticulture. À notre avis la logique de travail la plus efficace c'est la conformation de réseaux de gestion, de production et de services dans lesquels les acteurs intervenants se mettent en rapport coordonné et articulé. Le grand défi identifié dans ce processus est le besoin impérieux d'un changement dans la culture de la modalité de relations entre les parties intervenantes dans les précaires chaînes de valeur existantes actuellement. Par rapport à cette faiblesse, cette équipe de chercheurs propose le développement des décisions et des actions entre les acteurs dans un cadre d'étapes progressives de sensibilisation, acceptation, compréhension et assimilation de la *coopération solidaire intra-systémique* comme règle de conduite économiquement efficace.

À posteriori , on expose des règles inter-systémiques pour le sous-système horticulteur local à partir de l'utilisation de lignes de coopération internes et externes pour l'insertion dans de meilleures conditions de compétitivité dans des circuits internationaux de commercialisation.

Ce travail termine avec les conclusions de l'étude, avec un résumé des possibilités, des conditions et des difficultés que -selon cette équipe de chercheurs - impliquerait la mise en oeuvre du projet du développement de l'horticulture dans une ville d'échelle micro comme Pérez, dans le cadre plus vaste d'un Programme de Développement Local, soutenable, intégral et intégrateur sous le modèle théorique de Système Institutionnel Territorial.

CADRE THEORIQUE

Le *sujet* de la planification exprimé dans ce document c'est le territoire.

On comprend par **territoire** non seulement un espace physique qui agit comme support des activités qui sont menées à bien dans leur juridiction, mais un *espace avec sens social, mémoire historique et avec un projet à futur qui satisfait les espoirs du groupe humain qui l'habite en l'identifiant et, par conséquent, en le différenciant du reste pour s'adapter aux nouvelles règles de*

jeu qu'impose la globalisation. En accord avec cette notion de territoire que nous soutenons, on doit comprendre qu'un territoire exige un processus de construction. À quelle construction nous référons-nous ? À la construction collective d'un espace de relations.

Le territoire-objet de nos propositions est la ville de Pérez. En termes spécifiques et à délai moyen, nous nous sommes proposés *d'analyser quelles possibilités aurait la ville de Pérez d'étendre son profil productif par l'intermédiaire du développement de l'horticulture.*

Qu'est-ce qu'on cherche pour Pérez?. Dans l'ensemble et à long terme, on cherche le **développement**. Cette notion a dénoté une évolution conceptuelle d'ampleur polysémique parfois contrainte au cadre économique - productif, parfois perméable à des contenus socioculturels. Cette équipe de travail accepte et adopte la conceptualisation la plus intégratrice, c'est-à-dire, on comprend par développement *non seulement la croissance quantitative de variables économiques mais la mise en oeuvre de mesures qui fortifient des qualités existantes de manière de produire un plus grand et meilleur niveau de vie pour leur Communauté.*

Tandis que "croître" signifie augmenter de taille avec addition ou assimilation de matériel, "développer" signifie développer des potentialités, arriver progressivement à un état plus complet, plus grand ou mieux. Au sens figuré "développer" c'est faire passer une chose d'ordre physique, intellectuel ou moral par une série d'états successifs, chacun d'eux plus parfait ou plus complexe que ce qui est précédent.

En tout cas, s'il est aspiré à atteindre un **développement durable**, la philosophie et l'éthique qui doit inspirer toute décision et action conséquente doivent satisfaire les besoins des générations présentes sans compromettre les capacités des générations futures dans la satisfaction de ses propres besoins encore inconnues.

La notion de développement sur une conception de développement durable a été énoncée pour la première fois à Stockholm en 1972 et a été reprise à Rio en 1992 : *développement durable est celui qui satisfait les nécessités des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures pour satisfaire ses propres besoins.*

Le développement intégral d'un territoire s'avère inséparable des Communautés qui créent et recréent leurs relations en étant identifié dans leur caractère multidimensionnel avec la notion de développement. Cette multiple dimensionnalité est exprimée dans la complémentarité d'aspects très divers :

- Environnemental, en ce qui concerne l'accès et l'utilisation des ressources naturelles, en assurant sa préservation

- Social, en tant que réduction de la pauvreté et des inégalités, tout en promouvant la redistribution de la richesse
- Culturel, quant au renforcement des systèmes d'identités afin de -à posteriori - doter d'une identité propre à chaque territoire, c'est qu'aujourd'hui c'est un autre facteur inéluctable de compétitivité puisque la globalisation impose plus que jamais, des marges de différenciation pour survivre
- Politique, en tant que besoin de nourrir des pratiques démocratiques, tout en soulignant son aspect participant et faire plus transparent son aspect représentatif.
- Éthique, quant à la reconnaissance de la croissance économique -élémentaire, bien sûr - mais subordonné à des critères de respect de la dignité humaine et de l'amélioration de la qualité de vie des personnes.

À cette multiple pertinence, il a paru adéquat d'ajouter les dimensions éducatives et juridiques. La dimension éducative permet la transmission et la connaissance codifiée - à partir du système éducatif formel - et de la connaissance tacite ou non- codifiée - à travers des voies d'éducation non- formelle. La dimension juridique par sa substance normative, traverse toutes les autres, qu'elles soient existantes ou qui puissent survenir.

Cette complexe diversité requiert de l'accompagnement d'un État fortifié dans son rôle de garant de toutes ces conditions nécessaires sans perdre de vue que nous nous référons à un État fort, pas forcément grand, dans tous les niveaux.

État - Société est une relation qui doit être recréée de manière continue. Des instances politiques de pouvoir fortes, cohérentes et sensibles aux demandes sociales, et les sociétés organisées autour d'un projet en commun qui leur confèrent un statut communautaire c'est dont ils ont besoin nos territoires et surtout, les plus vulnérables.

Par conséquent, pour tout cas, nous comprenons comme plus optimal ce développement qu'il peut être soutenu dans le temps et être sustenté sans produire des déséquilibres nuisibles dans son environnement ou écosystème. *Un développement durable tient en compte et des nécessités à satisfaire et des capacités humaines à protéger dans ce qui est environnemental, social, éducatif, culturel, politique, moral et juridique.*

Nous croyons en outre qu'essayer le développement de l'horticulture à Pérez, contiendrait aussi un haut niveau **endogène** donc le capital physique (avantages comparatifs) ainsi que le capital humain (existence d'une connaissance implicite, know how ou "savoir-faire" transmis de génération en génération) *sont propres au/du territoire de Pérez*. Le lien le plus faible et dans lequel on requiert de mettre l'accent c'est dans la construction de plus grands niveaux de

compétitivité, c'est le capital technologique, la recherche et la connaissance codifiée afin de doter aux produits chaque fois, d'une plus grande valeur ajoutée.

Nous comprenons par **ajouter une valeur**, au résultat d'un processus par lequel on n'ajoute pas seulement une valeur industrielle ou simplement économique. Ajouter une valeur à un produit signifie, fondamentalement, doter le produit d'une *valeur sociale* c'est-à-dire : *il doit être reconnu socialement* . Qu'il soit socialement reconnu implique qu'il soit accepté, acheté et vendu sur le marché. À cet effet, l'ensemble d'enchaînements et des concaténations techniques et productives qui conforment le processus de production doit être effectué dans des conditions compétitives.

C'est-à-dire, *ajouter une valeur signifie créer un réseau social dans le processus productif dans un cadre de conditions compétitives*. Ce réseau de capacités compétitives est construit social et historiquement.

Par ce qu'on a déjà exprimé, tout modèle de développement durable qu'on puisse proposer pour Pérez, même s'il fait référence – comme dans ce cas - à une activité ponctuelle comme l'horticulture, il doit être conçu, programmé et appliqué de manière flexible et systémique. Un **abordage systémique** implique tenir bien compte des influences d'autres contextes plus grands sur le contexte local, tels quels la région, la province, la nation et la scène internationale. Il faut s'occuper aussi des relations que s'établissent à l'intérieur du territoire local entre population, organisation sociale (en incluant des patrons de production), environnement, technologie et aspirations sociales (en incluant des patrons de consommation et culture). En somme, nous faisons référence aux relations inter-systémiques.

Penser un **système** signifie penser un ensemble d'éléments hétérogènes dont les fonctions sont différenciées bien qu'interconnectées. La figure qui pourrait démontrer ce concept serait celle de "vases communicants" en opposition à celle de "compartiments étanches ". Nous pourrions opposer le *fonctionnement systémique* au *fonctionnement mécanique* puisque les éléments n'agissent pas isolément mais ils subissent des *influences réciproques*. L'adoption de l'analyse systémique est associée actuellement à la prémisse selon laquelle les systèmes en étude doivent être ouverts. Cette analyse assume comme axiome *l'appartenance multiple* à différents systèmes, donc tout *système*, défini en tant que système, est à son tour un *sous-système* d'un autre plus grand qui le contient. Que l'on adopte l'une ou l'autre définition pour identifier l'ensemble étudié dépendra des *limites* méthodologiques de ce dernier. Ce n'est pas un sujet mineur puisque quand nous définissons les limites d'un système, nous définissons aussi ce qui reste *à l'intérieur* et à

l'extérieur du système. C'est pour cela que nous adoptons pour identifier le cas en étude le sigle SSH en nous renvoyant au Sous-Système Horticulteur.

Tout abordage systémique habilite un **processus synergique**, c'est celui dans lequel, même si plusieurs et divers éléments interviennent, tous se complètent et fortifient l'activité du reste, de telle manière *ils dotent l'ensemble de dynamisme, solidité et sustentation ou auto-dépendance*.

Au moment de penser quel serait le modèle d'organisation territoriale le plus adéquat pour appliquer ce projet nous choisissons le **système institutionnel territorial (SIT)**. Dans les SIT, le territoire devient une dense trame de relations externes dont les résultats transforment les liens et les relations internes. Le territoire est considéré comme un ensemble qui interagit et qui entre en concurrence avec d'autres territoires. Les agents locaux se transforment en agents directs de la concurrence en coordonnant son action avec celle des entreprises.

Les SIT misent sur la pro-duction² de connaissance, celle-ci est un phénomène collectif et revalorise le rôle du territoire et des agents locaux.

Par conséquent, ils doivent augmenter le niveau qualitatif de leur production, par l'augmentation de la valeur ajoutée, avec emphase sur la valeur de la connaissance intégrée dans le bien ou le service produit.

Cette pro-duction doit être stimulée et orientée, puisque la capacité d'une région pour interpréter et stimuler la production définit les conditions, les modalités et sa position dans les nouvelles dynamiques compétitives.

CARACTÉRISATION DU SYSTÈME LOCAL

L'impact de la Loi de Réforme de l'État sur la commune de Pérez avec son conséquent programme de privatisation de services publics et d'ouverture des marchés, a été très important.

À Pérez, il y avait deux secteurs économiques importants. D'une part, les ateliers de la ligne Mitre de Chemins de fer qui donnait du travail à une importante masse d'ouvriers et d'autre part, un secteur horticulteur en croissance et compétitif.

² On utilise le terme pro-duction comme production de connaissance (BOSCHERINI, F et POMA, L Compilateurs, *Territorio, conocimiento y competitividad de las empresas*, Miño et Dávila Éditeurs, Madrid 2000)

Le croissant déficit provoqué par les chemins de fer (400 millions de dollars par an), amena le gouvernement national à faire du sujet des chemins de fer, un cas paradigmatique dans le Programme de Privatisation. L'avance de la privatisation a provoqué des changements considérables dans le paysage de Pérez. ; les ouvriers au chômage constituent actuellement une coopérative de travail, avec quelques 70 membres, dont l'activité serait subordonnée aux politiques provenant de la nation dans le domaine des chemins de fer.

Un autre impact fort s'est manifesté dans la production de fleurs de la ville de Pérez. L'ouverture sans restriction du marché extérieur provoqua que cette activité, d'importance dans l'économie de la commune, soit sérieusement touchée. C'était difficile de faire une concurrence face aux prix des fleurs importées, bien que malgré cela, il ait réussi sa permanence dans le temps.

Ces secteurs productifs ont été tellement importants que dans l'écusson de la commune il y ait des fleurs et un train.

Dans le diagnostic du territoire de Pérez on a défini deux hypothèses qui justifient l'intervention locale sous des mesures de politique de la Mairie:

- 1) le besoin d'assumer une reconversion productive
- 2) l'identification productive du sous-système horticulteur (SSH) comme axe articulateur initial ou déclencheur d'un développement du système institutionnel territorial local (SIT)

Le besoin d'assumer une reconversion du profil productif local

La dépression actuelle dans laquelle se trouve le secteur métal-mécanique, rend propice une conjoncture dans laquelle le développement de l'horticulture peut résulter un cadre propice pour la génération de produits différenciés. Ces produits seraient destinés à des marchés chaque fois plus segmentés, donc une grande échelle de production ne serait pas non plus nécessaire, et cela entraînerait la revitalisation conséquente de son économie et la récupération de postes de travail.

Le développement de cette activité aboutirait dans la protection d'une connaissance implicite dans l'art de la culture de fleurs - qui a été soutenu historiquement comme patrimoine familial et qui prend le risque de disparaître -. Cette connaissance pourrait être transmise aux nouvelles générations par l'intermédiaire de mécanismes tant d'éducation formelle comme non- formelle.

La globalisation produit des effets d'homogénéisation qui mettent en danger la survie de ces territoires qui ne savent pas préserver leur identité. Le développement de l'horticulture pourrait offrir à Pérez l'occasion de fortifier une caractéristique capable de l'identifier et le distinguer aussi en tant que territoire.

Le sous-système horticulteur (SSH) local : déclencheur du développement intégral et durable du territoire de Pérez

Pourquoi pense-t-on le développement de l'horticulture comme nouveau profil productif qui identifie à la Ville de Pérez ? Les arguments qui peuvent être brandis pour justifier cette proposition sont divers et variés.

L'utilisation de *cultures alternatives* permettrait de récupérer des sols dégradés par la culture quasi-mono (soja). On ajoute à cela la résistance à la consommation de produits génétiquement modifiés, le besoin de produire des produits agricoles avec une plus grande valeur ajoutée en termes d'innocuité environnementale, le besoin de diversifier la production et, fondamentalement, *pour profiter de l'existence à Pérez d'une importante accumulation de connaissances sur la culture de fleurs qui a été soutenu historiquement comme patrimoine familial et qui, s'il n'est pas assuré, court le risque de disparaître en privant de cette manière à la ville d'un important facteur de développement.* La ville de Pérez se trouve relativement proche de grands centres consommateurs (Buenos Aires/Rosario/Córdoba). En ce qui concerne la commercialisation, il existe trois points importants : un Marché Central dans la Ville de Buenos Aires³, lequel appartient à la Coopérative Argentine d'Horticulteurs⁴ mais il est manié par des vendeurs et de consignataires, et deux autres marchés plus petits dans les secteurs de production : un à La Plata et l'autre à Rosario. Le circuit se complète avec 15 compagnies de taille moyenne qui importent des fleurs dès la Colombie, l'Équateur, la Bolivie, le Chili, le Brésil et la Hollande.⁵ Bien que le commerce de notre production florale n'ait pas trop d'espoirs d'évolution dans le court terme, surtout par le haut coût des transports aériens, "... dans la plupart des cas, l'inconvénient principal c'est d'obtenir un changement culturel, qui n'est pas toujours facile pour des générations de producteurs habitués à un marché fermé et avare".⁶

Jusqu'à la première moitié de l'année 2001, la culture de fleurs en Argentine était une affaire de 200 millions de dollars par an⁷, avec une surface exploitée de 1.200 hectares en moyenne par plus de 800 producteurs⁸. Le *gladiolo* est l'espèce la plus cultivée au champ ouvert tandis que *l'oeillet*

³ Av. Corrientes 4062

⁴ La Coopérative Argentine d'Horticulteurs a été créée le 19 novembre 1940 sur l'initiative de 32 japonais horticulteurs. Aujourd'hui elle compte avec 3000 associés dans tout le pays, bien que de cette quantité, seulement un peu plus de 800 aient la condition de membres actifs. La plus grande quantité de producteurs associés (30%) appartiennent aussi à la collectivité japonaise, et ceux qui le suivent en importance sont les producteurs portugais et italiens

⁵ Revue Électronique Panorama Florícola, Op. Cit. Et www.floricultores.com.ar (web site de la *Cooperativa Argentina de Floricultores Ltda.*) Date de consultation: 30/06/2003

⁶ Ibidem.

⁷ Selon un rapport de l'INTA, le commerce international de fleurs arrive à quelques 35 milliards de dollars annuels dont l'Europe prend part de 16 milliards ; Les Etats-Unis avec 10 milliards et le Japon avec 9 milliards. En www.inta.gov.ar/ins/docum/05_hortalizas_flores.pdf (INTA 1) Web site du programme des Légumes et des Fleurs de l'INTA. Date de consultation : 29/06/2003

⁸ Selon des données de la *Cooperativa Argentina de Floricultores Ltda* Dans : www.guiacooperativa.com.ar/agricolo.htm Date de consultation : 26/06/03

uniflora couvre la plus grande surface des serres en production. La vente au détail des fleurs de coupe représentait environ 120 millions de dollars annuels (*oeillet, rose, fressia, dahlia, lisianthus, lillium, gerbera, aster, statice, limonium, fleur de cire, alstroemeria, arc-en-ciel, rose rococo, clavelina* sont compté parmi les plus représentatives) tandis que la vente grossiste ajoutait autres 60 millions.⁹ Il ne nous échappe pas la possibilité de changement du panorama après la crise économique, financière et institutionnelle de décembre 2001. Toutefois, tout indiquerait que la production des fleurs dispose des importants avantages comparatifs – bien que non compétitifs jusqu'à présent - lesquelles pourraient produire un potentiel "niche" de marché encore inexploré dans le profil productif argentin. En 2001, la valeur des ventes (à prix de producteur) des fleurs de coupe et les plantes en pot a été de 284 millions de dollars, ce qui place cette activité au-dessus d'activités tels que les cultures de poire, orange, sorgho, tabac, mandarine et la production de laine entre autres. Le travail qui nous informe de ces données fait partie d'un accord entre l'Agence de Coopération Internationale du Japon (JICA), Innovations Technologiques Agricoles (INTEA S.A) et l'INTA.¹⁰

La parité peso - dollar a baissé la qualité de l'activité en Argentine puisque la variété de l'offre nationale était pauvre et désuète face à une croissante importation de fleurs de coupe qui, en plus d'avoir des prix bon marché, dépassait à la production nationale en qualité. Le panorama actuel est différent, non seulement à cause de la fin de "l'ère de la convertibilité" - qui joue dans la mesure où un grand pourcentage de semences, de bulbes et boutures sont importés - mais aussi, à cause de la reconversion commencée dans le Sous Système Horticulteur-SSH argentin, étant donné les importants investissements qui ont permis d'équiper les exploitations avec des serres récentes, avec des systèmes de chauffage automatiques, des systèmes d'irrigation informatisés (micro-aspersion/égouttement/"thermo-brouillard") et avec un éclairage artificiel pour des fleurs avec photopériode. Dans le cas des fleurs de coupe, un de facteur dynamisant de ce processus a été l'important volume de fleurs importées provenant fondamentalement de la Colombie -2° exportateur mondial - et aussi du Chili, de la Bolivie et du Brésil.¹¹ La présence publique dans le SSH s'est manifestée par des appuis économiques officiels pour répondre à des études de marché, développements de produits, prévention de maladies dans les cultures, packaging et emballage, gestion, promotion et qualification de chefs de petites entreprises et d'ouvriers¹².

⁹ **El cultivo de las flores (Floricultura en Argentina)** Dans : Revue Électronique "Panorama Florícola". Un service terre verte aux 29/10/2001- Vol I, N° 2, Chili www.sitee.cl/boletines/flores/panorama_floricola :n2.doc Date de consultation : 26/06/03

¹⁰ Newsletter INTA INFORMA N° 247, août 2003.

¹¹ INTA 1, Op. Cit

¹² Ibidem.

Il y a en Argentine une diversification du SSH en ce qui concerne des *fleurs comestibles*, pour laquelle le Conseil Fédéral des Investissements - CFI- a accordé des lignes de crédit. C'est pour les espèces exotiques qu'il y a une plus grande demande mais à cause du climat de la pampa humide argentine, on a besoin d'une tâche préalable de recherche pour leur adaptation faite par les entrepreneurs de ce secteur. En général, ces espèces proviennent du Plateau bolivien ou d'Europe. On cultive en serre sans l'utilisation d'engrais ni d'herbicides. Selon des calculs faits par ceux qui travaillent déjà dans ce secteur productif, l'affaire pourrait produire un bénéfice mensuel qui peut s'élever à 5000 dollars et, jusqu'à présent la demande dépasse parfois l'offre. Il paraît qu'il s'agit d'une niche du marché où il n'y a pas de concurrence.

La demande est concentrée là où il y a de l'hôtellerie de niveau international¹³ et elle est destinée à la préparation de la haute cuisine : feuilles de *muzurna* pour préparer les sushi ; *tulipes* et *nénufares* pour préparer des salades ; *cocons de roses* au vinaigre et herbes non traditionnelles comme le *basilic mauve* et le *safran*. En ce moment il y a des PME, bien que peu nombreuses, qui se consacrent à la production d'herbes aromatiques, mini légumes, champignons, feuilles et fleurs comestibles, qui visent à satisfaire la demande des restaurants et des hôtels de premier niveau. Parmi les raisons évoquées par ceux qui se sont intéressés à cette affaire il y a une rentabilité à court terme et un grand investissement n'est pas nécessaire, sachant qu'il n'y a pas non plus besoin de grandes extensions de terre pour leur exploitation. L'INTA de Escobar offre ses services aux nouveaux producteurs. Ces derniers qui pensent déjà aux prochaines étapes pour assurer un bon niveau de compétitivité, par exemple l'obtention de certificats organiques et la culture de nouvelles variétés de *légumes baby* (légumes miniatures normaux). Ces étapes visent à la différenciation par rapport aux futurs concurrents et la recherche d'un plus grand nombre de clients.

Selon une étude conjointe du Ministère de l'Économie et du CEPAL, financé par le BID, dans son chapitre correspondant à la Province de Santa Fe, on met l'accent sur l'importance relative de la production de *plantes aromatiques* (camomille/ coriandre/ aloé/ menthe/ persil/ origan/ fenouil/ romarin/ laurier/ cedron/ mélisse/ marrube blanc / hipérico et thym) pour les 759 hectares. cultivés et les 1717 tn. produites, selon des données de la SAGPYA pour les 2001 et des informations fournies par les mêmes producteurs.¹⁴

Il existe dans le pays d'importants avantages comparatifs. Tandis que les producteurs traditionnels de fleurs, déjà renforcés sur le marché international (la Hollande, l'Italie, l'Espagne, la France et

¹³ *La producción alternativa de flores comestibles llega a la cocina de los grandes hoteles internacionales* en www.a-campo.ar/espanol/otros_alt/ot_alt7.htm web site de la Revue A-Campo. Date de consultation : 16/06/03

¹⁴ Ministère de l'Économie de la République Argentine/CEPAL - ONU, Bs. As **Étude 1.EG. 33. 7 Document 4** "*Panorama de las Producciones Agroalimentarias no- tradicionales en la Argentina*", Buenos Aires, mars 2003

l'Israël), voient diminuer leurs possibilités d'augmenter les exportations dans le long terme par l'augmentation dans les coûts de production et la faible disponibilité de terres, l'Argentine est dans de meilleures conditions naturelles de satisfaire cette demande.

L'Argentine présente d'importants avantages climatiques pour la culture de fleurs de coupe, par rapport au climat de l'Europe, du Japon et même de la Californie. Parmi ses avantages on compte les grandes extensions de terre presque vierge, d'une haute qualité avec un niveau de PH [indice d'acidité] adéquat et des ressources suffisantes pour l'irrigation. En outre le prix du fer et du bois, facteurs de production de base pour la construction de serres, est respectivement 10 et 2 fois plus économique qu'en Europe.¹⁵ Bien que l'Argentine ne soit pas considérée comme un producteur privilégié de fleurs, on a fait des expériences pilotes intéressantes entre 1995 et 1996 : envois de lisianthus, limonium, aster, frésias et jusqu'à des fougères plumeuses au Brésil, l'Espagne, la France, la Belgique, le Japon et l'Allemagne. Ces expériences, bien qu'elles aient été insignifiantes en termes économiques, ont servi à mesurer les marchés internationaux très exigeants et les résultats ont été favorables en termes de satisfaction pour la qualité des fleurs nationales exportées.

PROPOSITIONS INTRASYSÉMIQUES

Dans le contexte actuel, l'innovation est un facteur productif stratégique, ainsi qu'un chemin nécessaire face aux défis proposés par le capitalisme au niveau mondial. L'innovation est aussi un facteur essentiel pour assurer la capacité compétitive et le développement régional.

L'ouverture des marchés et l'incorporation de nouvelles technologies, spécialement au niveau de l'information, donnent comme résultat une augmentation sans précédent des flux, qui déterminent une interdépendance croissante entre des espaces territoriaux au niveau planétaire. Dans cet espace de flux et de réseaux existent des groupes économiques contrôleurs, lesquels ont le pouvoir et exercent les fonctions de direction, et organisent l'espace en fonction de ses intérêts et la position qu'ils occupent dans le réseau. *Il est fondamental d'arriver à analyser les raisons et la manière avec laquelle chaque emplacement ou lieu arrive à être inclus dans de tels réseaux ou exclu de ces dernières.*

Nous comprenons par *économie de réseau* le processus collectif et socialisé de production qui permet de réduire les risques et les coûts de l'introduction d'innovations. Dans un tel cas un *Système de Réseaux* s'articule dans un système de relations et/ou contrats qui lient les

¹⁵ Aujourd'hui cette différence devrait être augmentée.

entreprises/acteurs entre eux, dont le contenu peut se référer aux biens matériels, à l'information ou à la technologie. Ils constituent une plate-forme pour la réalisation de l'efficacité collective en produisant des avantages compétitifs non atteints au niveau individuel.

Indépendamment de la figure qu'il préfère ou de l'instance du processus dans laquelle il choisit de se spécialiser (administration/gestion/recherche et développement), l'horticulteur doit être un *agent de changement*. Face à une scène globalisée comme la scène actuelle et où on acquiert la compétitivité à travers de l'articulation avec différents acteurs, bien que nous reconnaissons dans l'horticulteur de Pérez un rôle central, nous considérons également significatif le rôle joué par les mairies, par les centres éducatifs et technologiques, par l'industrie, par les centres économiques, par les coopératives et autres acteurs institutionnels qui organisent la trame territoriale.

Dans le but de définir des actions alternatives et innovatrices pour l'horticulteur, nous pouvons suggérer :

- *Sur le plan technologique. Processus et Gestion*

Réorganisation des lignes de production.

Signature de conventions avec des fournisseurs et alliances avec d'autres horticulteurs au niveau local, régional, national et, à des stades plus avancés, international afin d'être placé et placer plus compétitivement l'activité.

- *Sur le plan technologique : Le produit*

Accroissement du secteur cultivé afin d'augmenter les espèces cultivées.

Développement d'une *marque locale* et d'une *dénomination d'origine*.

Il y a deux possibilités : articuler le processus de dénomination d'origine au niveau local en agissant conjointement dans des réseaux avec d'autres producteurs horticulteurs. Si cette action était concertée au niveau régional, on pourrait penser une dénomination d'origine régionale.¹⁶

L'autre possibilité est d'étendre ce concept au niveau national, toujours sous une perspective de travail en réticule, et se mettre à la création et à la culture d'une espèce qui dans sa diffusion internationale porte comme dénomination d'origine "Faite en Argentine".

- *Sur le plan de gestion : Organisation de chaînes de valeur*

Diversification de l'offre pour stimuler la demande. Exemple : compositions florales – cette ligne par sa tendance croissante, s'avère viable comme point de départ dans la génération de nouvelles chaînes de valeur - et selon les résultats de cette expérience, on pourrait tenter dans d'autres chaînes comme celles de la culture de fleurs comestibles et d'herbes aromatiques. Dans un futur on pourrait même penser à une chaîne de parfums.

¹⁶ Dans un tel sens nous voyons cette proposition possible puisqu'on dispose d'un espace institutionnalisé par la Signature du Traité de la Région Centre le 15/08/1998 entre les provinces de Santa Fe et Cordoba. Ce traité a été adhéré par la province d'Entre Ríos le 06/04/1999.

Cette formation permanente ne doit pas se faire seulement entre paires (séminaires d'amélioration/nouvelles technologies de production, d'administration et de commercialisation/ promotion de la visite de collègues d'autres parties du pays et du monde à partager ses expériences avec des producteurs locaux, etc..) mais il faut aussi *étendre des connaissances à la Communauté*. Ce dernier point est réellement significatif puisqu'on a signalé qu'il existe des obstacles par exemple quand un membre de la famille des producteurs ne souhaite plus continuer avec la tradition horticole ou quand les jeunes partent à la recherche de meilleures occasions (émigration des jeunes vers des centres urbains plus grands - dans ce cas, la ville de Rosario est le pôle d'attraction) Dans un tel sens, ces objectifs pourraient effectivement être canalisés à travers la création "d'une École de l'Art de la Culture de Fleurs".

- *Dans le plan social et institutionnel*

Conception et concertation de mécanismes de *coopération* entre des acteurs publics, privés et des organisations de la société civile.

Promotion conjointe d'activités en rapport avec la culture des fleurs comme : "Festivité Régionale de la Fleur à Pérez" avec l'élection de sa Reine, celle qui agirait, d'une certaine manière dans le futur, comme ambassadrice dans la promotion d'horticulteurs de la zone ; "Foire, Échantillons et Concours de compositions florales" ; "La Semaine de la dégustation de Fleurs Comestibles" tant dans la ville de Pérez que dans les zones voisines, en tenant compte de l'infrastructure des établissements gastronomiques de la ville de Rosario.

Des réunions avec des législateurs provinciaux pour doter cette activité "d'intérêt provincial ou régional" afin de gérer des politiques publiques d'appui au secteur, à travers des subventions à différentes activités comme des visites à des foires internationales, la construction de stands, les contacts patronaux internationaux, de façon à ce que tout cela puisse contribuer à l'extension et à la conquête de nouveaux marchés.

- *Réorganisation à l'intérieur de l'activité ou intra - systémique*

Au niveau de l'orientation, nous proposons des actions telles que :

Recensement de tous les horticulteurs locaux : sa condition d'associé ou non à un certain organisme connexe avec son activité productive (Ex coopératives/chambres/coureur productif/société...) ; son avis sur l'état actuel du SSH (positive/négative) ; les caractéristiques productives de ses propriétés (surface totale/surface cultivée/espèces cultivées/volume produit/destin de la production/technologie disponible/faiblesses - problèmes plus importants détectés tant au niveau individuel que sectoriel)

Relèvement d'organismes locaux et microrégionaux en ce qui concerne la gestion (il n'inclut pas de terminaux commerciaux)

Définition de stratégie tendant au rapprochement de producteurs (coordination horizontale)

Définition d'une équipe ou d'un groupe provisoire qui peut agir comme interlocuteur représentatif de l'ensemble. Exemple : *Comité de Gestion (CG)*

Le CG exécutera des actions préalablement organisées selon des mécanismes et des majorités établies dans des Assemblées de Producteurs. Certaines des actions du CG pourraient être :

Rapprochement avec des institutions significatives d'un milieu – local et micro - régional (articulation verticale) comme :

- *Mairie de Pérez* pour qu'elle mène une certaine gestion face au *Gouvernement de la Province* et/ou face à d'autres communes et aux *communes du Secteur Métropolitain (AMRO)* pour la promotion du SSH
- *Organisations/Coopératives/Chambres* qui rassemblent des producteurs, des commerçants et des industriels
- *Système d'Éducation Formelle locale* en vue d'une tâche d'extension de la connaissance et de la culture horticultrice par la qualification d'élèves, spécialement des ex écoles techniques ; avec l'UNR - Fac. de Sc. Agricoles, en vue de l'obtention d'appui technique ; Fac. de Sc. Économiques, en vue de l'obtention de qualification en administration d'entreprises.
- *Institut Mobilisateur de Fonds Coopératifs* en vue de réorganiser ou organiser une Institution Coopérative d'Horticulteurs consacrée au développement du SSH à Pérez, bien qu'en vue d'étendre territorialement cette entreprise, dans la mesure de la motivation de l'intérêt dans d'autres villes du secteur métropolitain.

Simultanément le processus de réorganisation serait fortifié avec la réalisation de réunions de producteurs pour construire, en modifiant et en définissant des objectifs dans le court, moyen et long terme en vue d'un *Plan de Développement de l'Horticulture à Pérez* ; cadre opérationnel de l'ensemble (stratégie associative/logique du travail en réseau/fréquence des réunions/mécanismes de consensus/systèmes de communication et d'informations partagées ; etc..)

PROPOSITIONS INTERSYSTEMIQUES

Les perspectives pour le Sous Système Horticulteur (SSH) en général sont optimistes.

L'horticulture nationale fait face à une scène caractérisée par des tendances et des facteurs comme l'intégration régionale et la globalisation des marchés, la concurrence de la fleur importée, la perte de poids relatif des marchés grossistes, le surgissement de nouveaux marchés, l'apparition de nouvelles zones de production, une plus grande diversification des produits, une demande croissante de services unis au produit, un plus grand développement technologique et des paramètres très exigeants de préservation de l'environnement.

Dans ce contexte s'impose, fondamentalement, l'amélioration qualitative de la production et l'amélioration dans des techniques de promotion, canaux de vente, exploration de nouveaux marchés nouveaux dans le pays et le rétablissement et l'établissement de voies plus organiques pour accéder aux exigeants marchés externes.

Or, rien de ceci sera possible si on n'établit pas *une plus grande coordination des horticulteurs entre eux* (articulation horizontale) et *avec les secteurs privé et public en rapport au secteur* (articulation verticale).

Pour obtenir la première, nous comprenons que *la logique du travail en réseau* et, selon le cas et le moment, la stratégie associative tant territoriale (avec contiguïté géographique), comme fonctionnelle (sans contiguïté géographique) ou "par projet" sont celles qui constituent les voies les plus adéquates.

Pour obtenir la deuxième, une alternative très importante bien que peu utilisée soit celle de *la coopération tant ressortissante comme internationale* à travers la signature de conventions de coopération et la demande d'assistance technique avec des organes gouvernementaux de promotion agricole comme l'INTA; de promotion industrielle comme l'INTI; des Universités et centres de recherche et développement technologique ; demande d'assistance en gestion et promotion des Chambres de producteurs, commerçants et industriels et aux *Secteurs de production et Développement des gouvernements provinciaux*.

En ce sens l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) a eu un rôle significatif en ce qui concerne le SSH bien qu'elle exécute des Programmes dans d'autres secteurs divers [sic] depuis 1979.¹⁷

Le SSH soutient un *Programme Type Projet* appelé "Développement de la Horticulture", lequel est en exécution depuis le 1^o de mai 1999 et se terminera le 30 avril 2004 à Hurlingham, Province de Buenos Aires. Les organismes qui font partie du projet sont l'INTA pour l'Argentine rapport est et le Centre Technologique Flori - Fruti - Horticulture/JICA pour le Japon.

¹⁷ Pisciculture/Neuquen (1990-93) ; Culture de légumes/Corrientes (1990-93) ; Catalyse hétérogène/Ville de Santa Fe (1994-97) ; Traitement par PLASMA de matériaux industriels/Ville de Cordoba (1995-98) ; Production animale soutenable avec la protection de l'environnement/Ville de Bs. As. (1999-2002) ; Biocontrol de maladies "fúngicas radiculares"/Hurlingham, Bs. As. (2001-04) pour citer certains des derniers cas. En www.jica.org.ar/ct_minpr.html [Date de consultation : 29/06/2003]

Le motif évoqué par le gouvernement argentin pour solliciter cette coopération a été "le développement croissant d'autres cultures comme la production fruti - horticole, dont la demande se développe tant sur le marché interne que sur le marché international."

Le Secrétariat d'Agriculture, Bétail, Pêche et Alimentation (SAGPYA) a créé, suite aux intérêts mentionnés, la Sous-commission Nationale de Fleurs et des Plantes d'ornement. L'INTA pour sa part, offre son support et facilite le logement du Centre Technologique d'Horticulture, Fruiticulture, (CETEFFHO) de la JICA dans les locaux du Centre National de Recherches à Castelar. En outre, l'INTA, comme nous l'avons déjà mentionné plus haut, a décidé de consolider un programme National d'Horticulture en vue du développement de plasma des germes indigènes "par la récolte, l'appivoisement et l'amélioration d'espèces locales" dans des conditions de viabilité et avec l'intention d'imprimer *une caractéristique distinctive* à sa production d'ornement.

Cette coopération de la JICA avec le gouvernement argentin a pour but la formation de ressources humaines dans le domaine de nouveaux systèmes d'amélioration et méthodes de préservation, en utilisant des potentielles plantes d'ornement indigènes d'Argentine et les variétés commerciales.

Ce programme recevra au total une *donation d'équipements* d'une valeur de US\$ 800.500; outre la visite d'experts et l'envoi de boursiers argentins au Japon.¹⁸

Il est possible de concevoir des stratégies pour la promotion du SSH à travers des voies de coopération nationale et internationale comme :

Gestion de la Mairie locale ou d'un consortium de Mairies métropolitaines - au cas où il serait composé - pour approcher le CG du MAGIC (Ministère d'Agriculture, du Bétail, de l'Industrie et du Commerce de Santa Fe), du Secrétariat d'Agriculture, du Bétail, de la Pêche et des Aliments (SAGPYA) et pour obtenir la participation de l'INTA dans les études nécessaires pour la mise en marche du *Plan de Développement de l'Horticulture à Pérez*.

¹⁸ en www.jica.org.ar/coopteej.htm (web site officiel de l'Agence JICA) [Date de consultation : 29/06/2003]

La coopération avec l'INTA peut prévoir, a posteriori, l'intercession de cet organisme de promotion agricole pour la signature de futures conventions de coopération dans le SSH avec des partenaires du MERCOSUR (spécialement le Brésil et le Chili) et avec des Agences de Développement International comme la JICA (du Japon), l'AECI (de l'Espagne), l'ACDI - CIDA (du Canada) qui impliquent la visite d'experts, l'envoi de producteurs argentins pour se former dans les pays d'origine des agences et/ou l'approvisionnement d'équipement tant pour la production comme pour la recherche.

QUELQUES CONCLUSIONS

Dans ce travail nous avons décrit un programme de développement intégral applicable à un territoire micro. Ce territoire, bien qu'il soit placé dans un secteur privilégié en termes d'avantages comparatifs a des inconvénients relativement significatifs tel que son échelle réduite pour produire ou fortifier des avantages compétitifs; le fait d'être centre éjecteur de population stable; et le fait de ne pas appartenir aux centres internationaux de pouvoir, puisqu'il appartient à l'Amérique latine.

Dans le cas étudié, la potentialité de son profil productif horticulteur nous propose cette activité comme axe articulatoire initial d'un processus viable de reconversion productive locale en vue de sa permanence comme territoire singulier.

Tout au long du travail nous avons essayé de montrer qu'il existe des probabilités de succès de cette proposition à travers les avantages qu'impliquent les cultures alternatives et leurs possibilités de diversification ; la proximité des grands centres consommateurs et l'exécution d'actions effectives tendant à résister à la force attractive de grands centres urbains - tel est le cas de Rosario pour la ville de Pérez - ; ainsi que la protection et la transmission de connaissances implicites des familles du lieu, éléments qui font parti de leur propre identité et culture.

D'une manière semblable, nous avons développé des propositions en rapport au "*comment le faire*" à travers la logique du travail en réseau et la stratégie associative, et la suggestion des actions innovatrices tant sur le plan technologique qu'administratif et institutionnel. Ce sont des manières d'optimiser la compétitivité territoriale pour accéder, en outre, à la coopération nationale et internationale.

Nous croyons que grâce à la mise en pratique des différentes alternatives et des aspects techniques détaillés précédemment, la reconversion productive nécessaire est possible pour sortir les gens de la ville de la crise, du découragement et de l'apathie sociale . Toutefois cette seule condition ne s'avère pas suffisante. Pour concrétiser avec succès la proposition, le rôle des agents locaux est fondamental, et le niveau politique local acquiert de l'importance pour les relations qu'ils entretiennent entre eux. Même si l'on arrive à unir la volonté de la Communauté autour de cette proposition, et qu'on ajoute l'appui direct et actif d'instances gouvernementales supérieures (province et état fédéral), *sans l'appui décidé et le rôle central que doit assumer la représentation politique locale, il n'est pas possible de garantir sa concrétisation à succès.*

Dans cette ligne de pensée, le pouvoir politique doit jouer un double rôle. D'une part, il doit être le garant sérieux de la viabilité du projet devant les instances institutionnelles supérieures. D'autre part, devant la Communauté, il doit stimuler et promouvoir des idées pour que tous les membres de la ville se les approprient, pour renforcer la capacité de la région à s'insérer favorablement dans les nouvelles dynamiques compétitives globales.

L'organisation politique - administration fédérale exige la redéfinition, la mise à jour et le contrôle constant des mécanismes *d'articulation verticale* (entre des niveaux différenciés hiérarchiquement) et de *coordination horizontale* (entre égaux dans chaque niveau) De même, elle motive la créativité dans la conception de stratégies démocratiques pour l'exercice du consensus ou, au moins, de niveaux acceptables d'accord soit que légitiment, soit qu'instaurent des nouvelles instances de contrat social, en comprenant cette expression sous la perspective de Rousseau "*Le Contrat Social est inspiré par la passion de l'unité [qui n'est veu pas dire uniformité] Unité du corps social (...) règne de la vertu dans une nation de citoyens" Il ne s'agit pas d'un contrat entre des individus sinon qu'à travers l'accord social, chacun s'unit à tous, sans que cette union ne signifie appartenance à personne ni rien. Le contrat prend forme - à travers l'amélioration des règles de coexistence - avec la Communauté et, sous cette perspective Rousseauiste, on protège la liberté individuelle. La liberté est l'obéissance aux règles de coexistence (lois), contractées en Communauté, et dépend étroitement de l'égalité.*"¹⁹

Dans la scène actuelle, les acteurs d'échelle micro redéfinissent leur importance dans l'ensemble puisqu'ils constituent la base matérielle, institutionnelle, culturelle et d'identité qui soutient les acteurs des instances macro dans le renforcement et la légitimation du processus comme

¹⁹ TOUCHARD, Jean *Historia de las Ideas Políticas*, Trad. J Pradera ; Tecnos editorial, Madrid, 1977. P.330-331

intégration de l'état - nation dans des blocs d'États et intégration territoriale à l'intérieur de chaque état - nation.

Cette *nouvelle globalisation*, celle qui commença à partir des années 90, elle n'a pas seulement fait échec à la notion traditionnelle de souveraineté de l'état - nation mais elle a aussi plongé en crise le vieux concept de fédéralisme. Ces redéfinitions de très grande importance exigent de manière inéluctable la récréation de la figure du politicien, de l'administrateur de la république, ainsi que du citoyen. La capacité de passer à l'action non seulement d'une manière efficace mais avec effectivité, exige que la volonté politique des représentants du peuple et les administrateurs de la "chose publique" soit soutenue dans le compromis institutionnel et non dans la conduite "verticale", caractérisées par des compromis personnels qui répondent à une logique de partis politiques enkystés, tellement commune, viciée dans les systèmes politiques latino-américains. La clé aujourd'hui, est de donner la priorité à ce qui est micro pour Fortifier le macro ; planifier pour l'individualité sans perdre de vue la totalité du contexte dans une perspective systémique, de manière à calculer l'impact et les effets des mesures de planification assumées.

En rejoignant les idées de Giovanni Sartori, la limite de la démocratie est l'ignorance. Nous devons retourner à l' homo sapiens (*détrôné par l'homo videns*) et récupérer la capacité de comprendre le mot, soumis par l'image ; c'est-à-dire, récupérer une capacité d'abstraction déjà atrophiée. Le choix entre doxa (avis) et épistème (connaissance) n'est ni linéaire ni mécanique dans le futur de la démocratie. En effet ce qui est sûr c'est que la prétention à de *plus grands niveaux de démocratie directe* peut se nourrir des niveaux croissants de *demos-savoir* et que la prétention à des stades de démocratie représentative de meilleure qualité peut s'appuyer sur des opinions (le prétendu pouvoir de l'opinion publique ou des masses) dans la mesure où l'on peut se rendre compte de la cohérence de ces opinions ce qui impose une vérification quel du degré du *non - savoir* des grandes masses.²⁰

AUTEURS :

- **Juana Mónica Aguirre** - Avocate. Professeure Adjointe de la matière de Droit Administratif, Faculté de Droit de l'UNR. Conseillère légale pour des Mairies et des Communes de Santa Fe. colomboberra@arnet.com.ar

²⁰ SARTORI, G. **Tiene futuro la democracia?**, essai apparu dans le supplément culturel "Ñ" du journal Clarín, Buenos Aires, 14 novembre 2004. P. 32-34

- **Carlos Alfredo da Silva** - Licencié en Science Politique et en Relations Internationales. Enseignant et Chercheur à la Faculté de Science Politique et de Relations Internationales – Centre de Recherche, Enseignement et Assistance Technique sur le MERCOSUR (CIDAM) -UNR gadatipe@cablenet.com.ar
- **Irene Virginia Guerrero** – Comptable Publique Nationale. Professeure adjointe de matière d'Économie Politique, Faculté de Droit de l'UNR. Enseignante et Chercheuse à la Faculté de Science Politique et de Relations Internationales à l'UNR. ireguerrero@yahoo.com.ar
- **María del Luján Rodríguez** - Licenciée en Science Politique et en Relations Internationales. Enseignante dans les matière de Science Politique et de Sociologie à l'Universidad Abierta Interamericana. Consultante d'entreprises. ml_rodriguez@ciudad.com.ar
- **Olga Mónica Saavedra** - Licenciée en Science Politique et en Relations Internationales. Enseignante et Chercheuse à la Faculté de Science Politique et de Relations Internationales – Centre de Recherche, Enseignement et Assistance Technique sur le MERCOSUR (CIDAM) -UNR osaavedr@sede.unr.edu.ar
- Traduction: **Aneris Mariana Cao** aneris@argentina.com

Tous les auteurs ont fini le cursus du Master en Développement Durable et Gestion Territoriale, Université Nationale de Rosario - Université Nationale du Sud - Université Nationale de Río Cuarto. ARGENTINA